

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Gouvernement : un nouveau r

LA décision est tombée, hier en fin d'après-midi, comme un couperet. Le gouvernement de Julien Nkoghe Bekale vient pour la quatrième fois d'être réaménagé. Trois personnes y font leur entrée et deux autres en sortent, le portant ainsi à trente-deux (32) membres.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

NOUVEAU réaménagement au sommet de l'État, alors que jusque-là rien ne laissait présager cet énième réaménagement ministériel. Surtout que le précédent date d'à peine un mois. À la surprise générale, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, hier en fin de journée, a lu le décret présidentiel relatif à un réaménagement technique du gouvernement. Trois personnalités y font leur entrée.

Fait marquant, Brice Laccruche Alihanga, directeur de cabinet du président de la République, est promu au poste de ministre, chargé du Suivi de la Stratégie des Investissements humains et des Objectifs de développement durable. Un directeur de cabinet en cachant un autre, Hugues Mbadinga Madiya passe également de l'ombre à la lumière. Ce dernier, jusqu'à hier directeur de cabinet du Premier ministre, devient ministre des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et des Travaux Publics. Dans la même foulée, après une petite absence, Gisèle Akoghet épouse Ntoutoume Essone réintègre le gouvernement en qualité de ministre délégué auprès du ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle chargé du Dialogue social.

Suite logique dudit réaménagement Justin Ndoundangoye, remplacé par Hugues Mbadinga Madiya, sort du gouvernement. Autre sortant, Arsène Édouard Nkoghe, ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, de la Justice, Garde des Sceaux, cède son poste à Christian

Menvie Obame qui occupait le poste de ministre délégué auprès du ministre de l'Eau, de l'Énergie, de la Valorisation et de l'Industrialisation des Ressources minières. À côté des promotions et autres mutations, l'armature de certains portefeuilles ministériels a été touchée. Noël Mboumba voit ainsi ses attributions renforcées. Il a désormais à sa charge le ministère des Mines, du Pétrole, des Hydrocarbures et du Gaz. À ce propos, les Mines, un pan géré jusqu'à présent par Emmanuel Norbert Tony Ondo Mba qui demeure au gouvernement en qualité de ministre de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques. Dans la même foulée, Madeleine Berre, ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle, chargé du Dialogue social est désormais secondée par Gisèle Akoghet épouse Ntoutoume Essone.

Bon à savoir, ce réaménagement intervient après la célébration du 10e anniversaire de l'accession d'Ali Bongo Ondimba à la magistrature suprême, le 16 octobre dernier. Pour le numéro un gabonais, il est impérieux de mettre en musique et le plus rapidement possible les réformes. "(...) Toutes les réformes sont utiles. Le fait de rééquilibrer nos finances publiques, réduire la dette et le déficit, le train de vie de l'État nous permet de dégager des marges de manœuvre pour réinvestir dans le social, la santé, l'éducation et toutes les autres questions jugées prioritaires. Les réformes ont pour vocation de changer, voire de transformer la vie de nos compatriotes en améliorant leur quotidien", avait déclaré le président Ali Bongo Ondimba, lors de la récente interview exclusive qu'il a accordée à notre rédaction.

Des réformes qui passent inévitablement par le choix des hommes. C'est sans aucun doute ce qui justifie ce quatrième réaménagement ministériel de l'ère Julien Nkoghe Bekale (lire par ailleurs). De façon générale le gouvernement entier, tel un maçon, est attendu "au pied du mur", pour paraphraser la maxime. Un véritable challenge, vu que désormais aucun round d'observation ou autres circonstances atténuantes n'est accordé aux hommes et femmes composant l'équipe de Julien Nkoghe Bekale. Contexte socio-économique oblige.

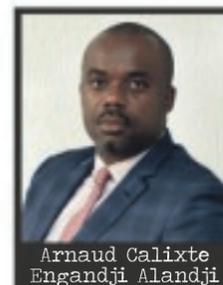
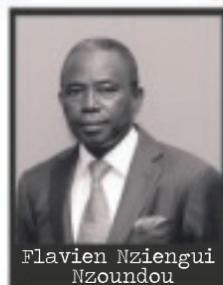
ger des marges de manœuvre pour réinvestir dans le social, la santé, l'éducation et toutes les autres questions jugées prioritaires. Les réformes ont pour vocation de changer, voire de transformer la vie de nos compatriotes en améliorant leur quotidien", avait déclaré le président Ali Bongo Ondimba, lors de la récente interview exclusive qu'il a accordée à notre rédaction.

Des réformes qui passent inévitablement par le choix des hommes. C'est sans aucun doute ce qui justifie ce quatrième réaménagement ministériel de l'ère Julien Nkoghe Bekale (lire par ailleurs). De façon générale le gouvernement entier, tel un maçon, est attendu "au pied du mur", pour paraphraser la maxime. Un véritable challenge, vu que désormais aucun round d'observation ou autres circonstances atténuantes n'est accordé aux hommes et femmes composant l'équipe de Julien Nkoghe Bekale. Contexte socio-économique oblige.



De gauche à droite, Brice Laccruche Alihanga, Hugues Mbadinga Madiya, Justin Ndoundangoye et Arsène Édouard Nkoghe Bekale.

LES MINISTRES DE L'EQUIPEMENT, INFRASTRUCTURES ET TP 2009 - 2019



© D. Maixant MOUSSAVOU

Source : Documentation

Réaménagement technique !



...diya, Gisèle Akoghet épouse Ntoutoume Essone intègrent le gouvernement sortent.

Et de quatre !

POUR la quatrième fois depuis la nomination de Julien Nkoghe Bekale, en janvier 2019, au poste de Premier ministre, le gouvernement a été (techniquement) réaménagé.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

LE Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, est apparu sur la chaîne publique "Gabon 24" pour décliner un nouveau réaménagement de son gouvernement mis en place en janvier 2019. D'une manière générale, il s'agit du quatrième du genre. Les premiers sont intervenus en juin et octobre (deux). Selon les dispositions de l'article 14 de la Constitution, les membres du gouvernement sont nommés par le président de la République, sur proposition du Premier ministre. C'est donc relever le rôle du chef de gouvernement dans la nomination de l'équipe gouvernementale en général, et ses remaniements ou réaménagements en particulier. Même si, force est de reconnaître que le dernier mot revient au



Photo : Presse Président

chef de l'Etat qui dispose d'un pouvoir discrétionnaire exclusif. Les réaménagements du gouvernement dans notre pays ont toujours suscité moult commentaires et autres interprétations. Le tout sur fond de supputations. Celui-ci n'y échappera sans doute pas. Mais, pour notre part, on rappellera que dans l'interview exclusive accordée à notre rédaction à l'occasion du 10e anniversaire de son magistère à la tête du Gabon, le président Ali Bongo Ondimba a exprimé sa vision sur la stabilité du gouvernement. "Dans une équipe, avait dit le numéro un gabonais, pour trouver la meilleure configuration, il faut parfois faire plusieurs essais. Ce qui compte pour moi,

ce sont les résultats concrets de nos politiques publiques. Pas la stabilité gouvernementale". Et d'ajouter : "(...) j'ai une seule obsession : les Gabonais doivent ressentir concrètement, dans leur quotidien, les effets des réformes. Les membres du gouvernement doivent être évalués et jugés à l'aide de la feuille de route et des objectifs qui leurs ont été assignés pour conserver leur place au gouvernement de la République". Quel que soit l'angle sous lequel on peut prendre l'approche du président Ali Bongo Ondimba, il ne serait pas faux de penser que cet énième réaménagement du gouvernement répond à cette logique.

"BLA" : un autre challenge

EN héritant d'un portefeuille ministériel plutôt nouveau, l'ancien directeur de cabinet du chef de l'Etat devra faire face à plusieurs défis pour mettre sur pied ce ministère à lui confié.



Photo : D.R

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

APRES près de deux ans passés à la fonction de directeur de cabinet du président de la République (DCPR), Brice Laccruche Alihanga (BLA) fait son entrée au gouvernement. Dans l'équipe "Julien Nkoghe Bekale IV", le nouveau ministre est en charge du Suivi de la Stratégie des Investissements humains et des Objectifs de développement durable. Un ministère qui n'a jamais existé dans notre pays.

Si l'ancien "DCPR" s'était habitué aux arcanes du palais présidentiel et de sa fonction, avec sa récente tournée républicaine qui lui a permis de communiquer avec ses compatriotes, aujourd'hui, il devra emprunter une toute nouvelle voie. Mieux, une autre trajectoire. Ce d'autant que, en sa qualité de premier occupant de son ministère, il aura la res-

ponsabilité de mettre sur pied sinon, de faire fonctionner une administration qui n'a presque pas de racine. En ce sens, "BLA" devra s'atteler à l'élaboration des textes organiques de son ministère. Aussi, devra-t-il choisir des hommes et des femmes déterminés à l'accompagner dans la mise en œuvre de la politique du chef de l'Etat en matière d'investissements humains. Car, il importe de le signifier, le portefeuille confié à l'ancien "DCPR" est directement lié au social. Un volet qu'Ali Bongo Ondimba veut concret, palpable.

C'est fort de cela que dans sa dernière interview accordée à notre rédaction, le numéro un gabonais indiquait, "ce qui compte, et tous les membres du gouvernement l'ont compris, ce ne sont pas les paroles et les effets d'annonce, ce sont les actions et les résultats". Et de rassurer que "avec le temps, mon niveau d'exigence à l'égard des membres du gouvernement a augmenté, alors que mon degré de patience, lui, a diminué". Au nouveau ministre du Suivi de la Stratégie des Investissements humains de jouer maintenant sa partition.